

## DRIVE-Côte d'Ivoire 2024

BULLETIN THÉMATIQUE



# Être légitimes mais faire peur: les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat

## Synthèse

La consolidation de la sécurité dans le nord de la Côte d'Ivoire ne peut reposer uniquement sur la présence ou la force des dispositifs sécuritaires. Elle exige la reconstruction d'un lien de confiance entre citoyens et FDS, fondé sur la transparence, la proximité et la co-responsabilité. Les enseignements du DRIVE 2024 soulignent qu'une sécurité perçue comme juste et inclusive renforce la résilience des communautés face aux menaces extrémistes. Malgré une appréciation globalement positive des FDS dans certaines zones, les sentiments de frustration et de méfiance demeurent ancrés dans plusieurs localités. La relation parfois contrariée entre citoyens et FDS s'explique par une combinaison de facteurs, allant de l'exposition à l'insécurité à la perception de dysfonctionnements opérationnels, en passant par des dimensions psychologiques telles que l'anxiété par exemple ou encore l'existence de tensions liées aux pratiques aux points de contrôle. Renforcer les capacités institutionnelles des FDS, tout en améliorant la qualité des interactions humaines, les relations entre initiatives locales de sécurité et dispositions institutionnelles des FDS demeure la voie la plus sûre vers une paix durable et une sécurité partagée dans le nord du pays.

**Citation:** Résilience pour la Paix, SeeD, Indigo-Côte d'Ivoire (2026), Bulletin thématique DRIVE 2024: Etre légitimes mais faire peur

**Sponsor:** Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien du Royaume de la Norvège. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Royaume de la Norvège.

**Photos:** © Hego Ouattara pour Résilience pour la Paix, actions menées par les cellules civilo-militaires (CCM) dans les départements de Tengrela et Kaniasso en 2025.

Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat

## MESSAGES CLÉS

- 1.1 Présence des FDS ne conduit pas automatiquement à une meilleure collaboration
- 1.2 Satisfaction, un levier, mais pas un garant pour plus de coopération
  - 2.1 On perçoit des FDS en fonction de la sécurité physique
  - 2.2 Un sentiment de « Les autres sont mieux sécurisés que nous »
  - 2.3 L'insécurité réduit la mobilité géographique et sociale
- 3.1 La critique « dysfonctionnelle » : Une demande pour plus d'impartialité et de rapidité
- 3.2 La critique « psychologique » : anxiété et distance émotionnelle
- 5.1 Mécanismes intermédiaire favorise la collaboration avec les FDS



## Intention

Ce bulletin vise à éclairer les décideurs sur les dynamiques de perception, de coopération et de défiance entre civils et FDS, et à formuler des pistes d'action concrètes pour renforcer la confiance, la redevabilité et la collaboration civilo-militaire, dans une approche de sécurité fondée sur la résilience et la cohésion sociale.

## Données

Données d'enquête de perception DRIVE (Development and Resilience Index against Violent Extremism) et 2023 et 2024 (décembre) dans 17 sous-préfectures frontalières dans les régions du Tchologo, du Bounkani, du Folon et de la Bagoué (Côte d'Ivoire) avec un total d'environ 3 500 répondants.

## Résumé schématique



### **Facteur de stress**

*Quoi adresser ?*

- Sentiment d'insécurité physique
- Sentiment d'anxiété ou de peur à l'égard des FDS
- Pratiques de paiements informels aux points de contrôle



### **Géographie**

*Où prioriser ?*

- Les plus vulnérables : Gogo, Doropo et Kalamon
- Les plus forts : Ouangolodougou, Tengréla, Karoua



### **Groupe cible**

*Qui viser ?*

L'action doit cibler simultanément les communautés vulnérables, les FDS et les structures de l'État pour reconstruire un contrat social brisé. Priorité aux communautés de Gogo, Doropo et Kalamon, où l'insécurité, la défiance envers les FDS et le sentiment d'abandon créent un terreau pour l'extrémisme violent. Il faut aussi agir directement sur les FDS au niveau de leurs pratiques et interactions, et renforcer les médiateurs communautaires (comités de veille). Enfin, les décideurs nationaux et locaux doivent être mobilisés pour une approche intégrée liant sécurité, services publics et cohésion sociale, seule garante d'une résilience durable.



### **Leviers de résilience**

*Comment agir !*

- Renforcer la satisfaction avec le service des FDS
- Améliorer l'impartialité et le temps de réaction des FDS
- Améliorer le fonctionnement des services publics, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice
- Promouvoir les mécanismes communautaires de sécurisation (cellule civilo-militaire, comité de veille etc.)
- Maintenir une présence perçue des FDS

Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat

## Résumé narratif

La relation entre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) constitue un pilier essentiel de la stabilité et de la résilience face aux menaces sécuritaires dans le nord de la Côte d'Ivoire. Les données de DRIVE 2024 mettent en lumière une situation contrastée : **la présence des FDS s'est renforcée et la perception globale de la sécurité s'est améliorée, mais la confiance, la coopération et la satisfaction à l'égard des services de sécurité demeurent inégales et fragiles**. L'analyse des indicateurs relatifs aux relations entre citoyens et FDS révèle des variations territoriales significatives. Des zones comme Doropo, Kalamon et Gogo affichent une combinaison de forte exposition aux menaces, de faible confiance envers les FDS et de sentiments persistants de marginalisation. Les frustrations liées aux points de contrôle, les perceptions de corruption et de partialité, ainsi que la lenteur de réaction des FDS nourrissent un ressentiment latent dans plusieurs communautés.

La coopération civilo-militaire repose par ailleurs sur des intermédiaires communautaires — comités de veille, cellules civilo-militaires ou initiatives locales de sécurisation — qui jouent un rôle de médiation et de facilitation. Les résultats du DRIVE montrent que **ces mécanismes communautaires rendent la collaboration avec les FDS plus efficace** et contribuent à améliorer les relations entre citoyens et institutions sécuritaires.

Les résultats soulignent par ailleurs que la relation civilo-militaire repose sur un ensemble de facteurs interdépendants, dépassant largement la seule dimension sécuritaire ou la présence opérationnelle des forces sur le terrain. Ils s'inscrivent dans **un rapport plus large entre citoyens et**

**institutions publiques**, marqué par la nécessité de reconstruire un tissu de confiance entre l'État et les communautés locales. L'amélioration de la relation civilo-militaire ne peut être dissociée par exemple de la performance globale des services publics. Représentant direct de la présence de l'État sur le terrain, les FDS incarnent à la fois la protection et la légitimité de l'État. Ainsi, renforcer la confiance entre civils et FDS implique d'améliorer l'accès et la qualité des services publics, notamment dans l'éducation, la santé et l'administration locale.

L'enjeu est donc double : renforcer la confiance mutuelle entre citoyens et institutions sécuritaires et également prévenir les risques de désengagement vis-à-vis de l'État, qui peuvent ouvrir un espace à l'influence des groupes extrémistes violents (GEV). Car si les résultats de DRIVE mettent parfois en évidence des relations fragilisées entre civils et FDS, ils révèlent surtout que **cette relation demeure un pilier essentiel de la défense communautaire face à l'infiltration des GEV**.

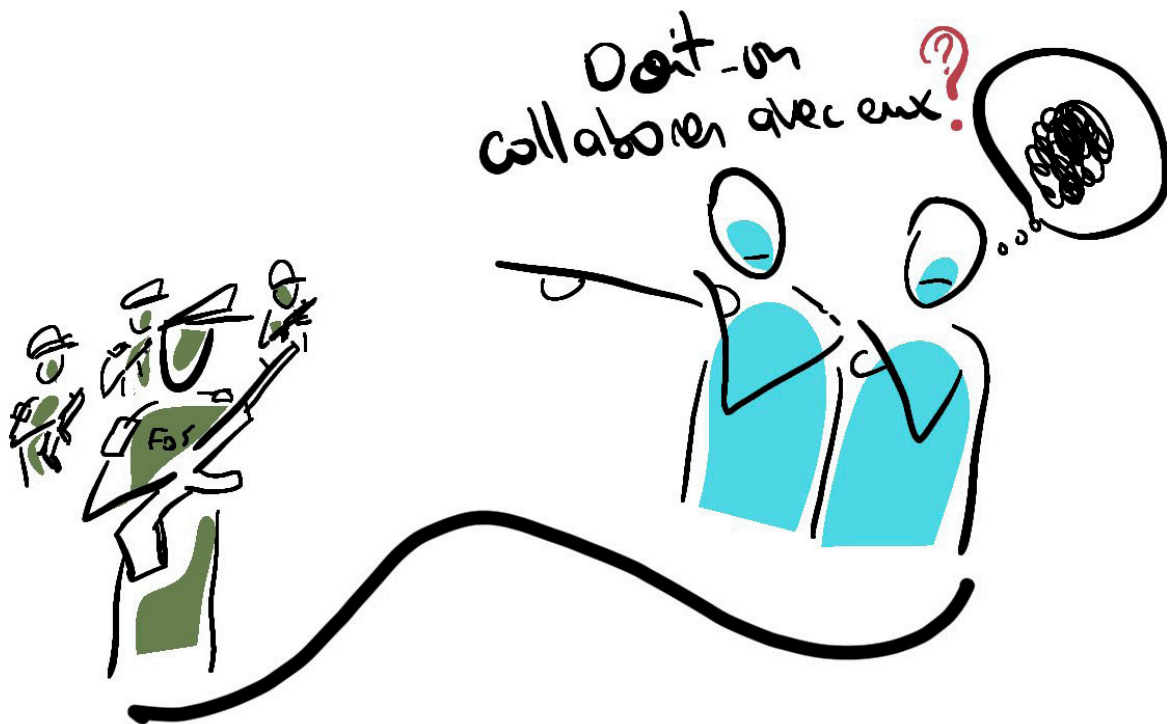
En ce sens, les résultats soulignent que les populations ne se détournent pas des FDS mais qu'elles en attendent au contraire davantage. Il ne s'agit donc non pas d'un contrat social rompu entre citoyens et FDS mais plutôt d'une attente populaire d'amélioration de ce contrat. L'extrémisme violent, bien qu'il constitue une menace existentielle pour la stabilité nationale, représente aussi une **opportunité stratégique** : celle de **restaurer le lien civilo-militaire** et d'en faire **une ressource de résilience** au service de la paix et de la cohésion dans les régions du Nord.

DYNAMIQUE #1

## Pour collaborer bien il ne suffit pas pour les FDS d'être présentes et travailler bien

MESSAGE CLÉ #1

La **densité du déploiement** sécuritaire et la **satisfaction** déclarée ne suffisent pas, à elles seules, à consolider la relation civilo-militaire. Ces dimensions constituent des **conditions nécessaires, mais non suffisantes**, pour instaurer une relation durable de confiance entre les citoyens et les FDS.



## 1.1 Présence des FDS ne conduit pas automatiquement à une meilleure collaboration

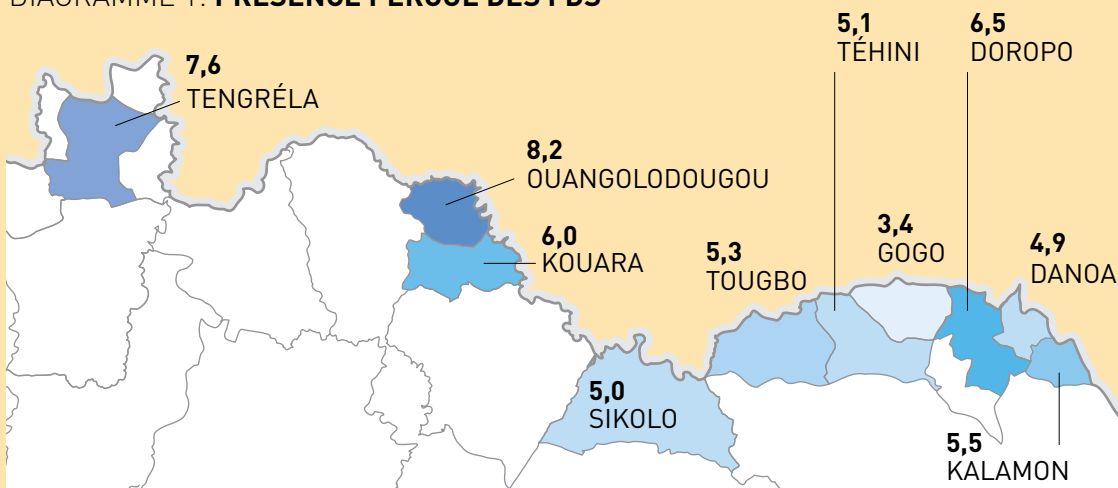


Selon les répondants interrogés, la présence perçue des FDS varie sensiblement d'une localité à l'autre. C'est par exemple dans les sous-préfectures de Ouangolodougou et Tengréla que les niveaux de présence perçue semblent les plus élevés (scores respectifs de 8.2 et 7.6), tandis que Gogo et Kalamon enregistrent les niveaux les plus faibles (autour de 3,4).

Il est néanmoins à noter que "présence des FDS" et "tendance à coopérer" avec elles ne sont pas corrélés – en d'autres termes, les localités où les FDS sont les plus visibles ne sont pas nécessairement celles où la collaboration avec les populations est la plus forte. Le déploiement sécuritaire, à lui seul, ne crée pas la confiance : la tendance à coopérer dépend donc de d'autres ressorts (voir point 5).

Parmi les trois types de FDS, la gendarmerie est l'acteur avec qui les communautés coopèrent le plus (57% pour la gendarmerie des répondants contre 49% pour l'armée et 47% pour la police). Cette différence s'explique en partie par la proximité opérationnelle et la présence plus régulière des gendarmes dans certaines zones rurales.

DIAGRAMME 1: PRÉSENCE PERCUE DES FDS



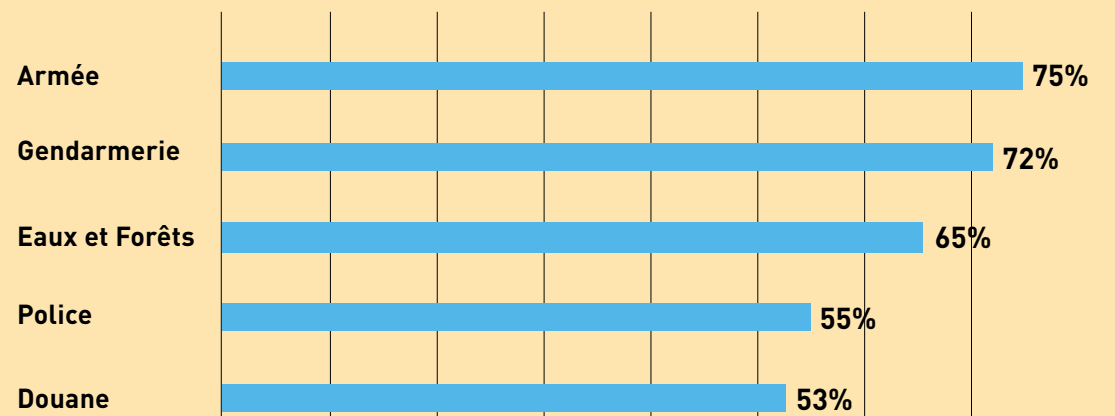
## 1.2 Satisfaction, un levier, mais pas un garant pour plus de coopération

En moyenne, **trois habitants sur cinq** se déclarent satisfaits du service de sécurisation fourni par les FDS : les forces armées bénéficiant d'une image légèrement meilleure que la police et la gendarmerie. Toutefois, **la confiance et la perception de la qualité des services de protection et de sécurité varient davantage par localité que par corps**. C'est à Tengréla et à Ouangolodougou que les citoyens font le plus confiance à la police (scores de 8.2 dans ces deux localités) tandis que c'est à Doropo et Kalamon que les niveaux de confiance sont les plus faibles (score de 5.5 dans ces deux localités).



De plus, comme pour la question de la présence des FDS, **il n'existe pas une relation directe entre le niveau de satisfaction et la tendance à coopérer avec les FDS** : ce n'est pas parce que les citoyens sont davantage satisfaits de l'action des FDS qu'ils seront automatiquement enclins à coopérer avec elles.

DIAGRAMME 2: NIVEAU DE SATISFACTION VIS-À-VIS DES SERVICES FOURNIS



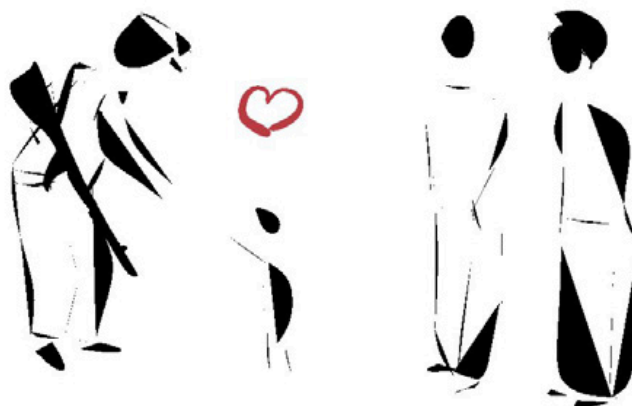
Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat

DYNAMIQUE #2

## Le sentiment de sécurité physique au cœur des relations avec les FDS

MESSAGE CLÉ #2

L'exposition répétée à **l'insécurité** fragilise durablement la relation civilo-militaire. Elle nourrit les **ressentiments envers les FDS** et, lorsqu'elle s'accompagne de **disparités territoriales** dans la réponse sécuritaire, elle alimente un sentiment de marginalisation et d'injustice. Ces **perceptions d'inégalité** dans la protection offerte par l'État renforcent des frustrations structurelles plus profondes, remettant en cause la cohésion entre les institutions publiques et les communautés locales.



La Sécurité physique au cœur des relations

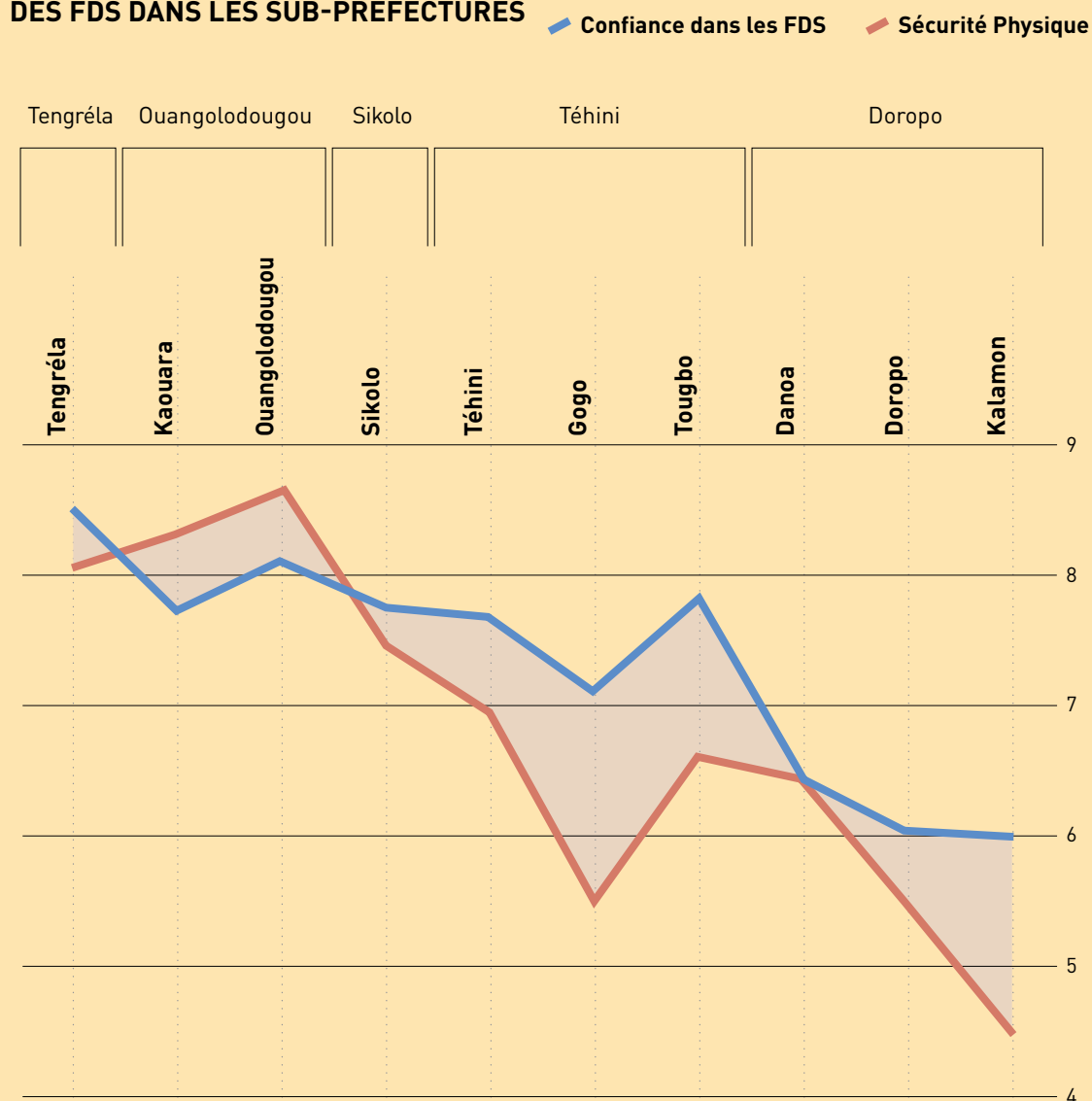
## 2.1 On perçoit des FDS en fonction de la sécurité physique

Les analyses révèlent un **lien de causalité** entre le niveau de **sécurité physique perçue** et la perception des FDS : plus le niveau d'insécurité physique augmente plus le niveau de **ressentiment envers les FDS** se renforce.

Ce sentiment de défiance peut alors se lire à l'aune des **disparités territoriales**, dans certaines localités les répondants se sentent beaucoup moins protégés que dans d'autres, ils vont donc avoir tendance à se montrer davantage critiques dans ces localités qu'ailleurs. A titre d'exemple, 60% des répondants de **Tengréla** et de **Kaouara** à se sentir **totale**ment à l'abri de la violence et de la criminalité dans leur vie quotidienne tandis qu'ils ne sont que **16% à Doropo** et **13% à Kalamon**. Et c'est effectivement à Doropo et à Kalamon que les niveaux de confiance sont les plus bas.



DIAGRAMME 3: **RAPPORT ENTRE SÉCURITÉ PHYSIQUE PERÇU ET PERCEPTION DES FDS DANS LES SUB-PREFECTURES**



## 2.2 Un sentiment de « Les autres sont mieux sécurisés que nous »

---

Ces disparités territoriales affectent non seulement la relation directe aux FDS, mais aussi le **rapport plus large à l'État**. Les citoyens vivant dans des zones perçues comme moins sécurisées développent un **sentiment d'injustice et de marginalisation**, estimant que l'État protège mieux d'autres communautés que la leur. Dans certaines localités, les citoyens se sentent sereins et en sécurité, considérant que l'**État déploie les efforts nécessaires pour assurer leur protection**, tandis qu'ailleurs, d'autres perçoivent au contraire une absence d'attention ou d'investissement public pour garantir leur droit à la sécurité au quotidien.

## 2.3 L'insécurité réduit la mobilité géographique et sociale

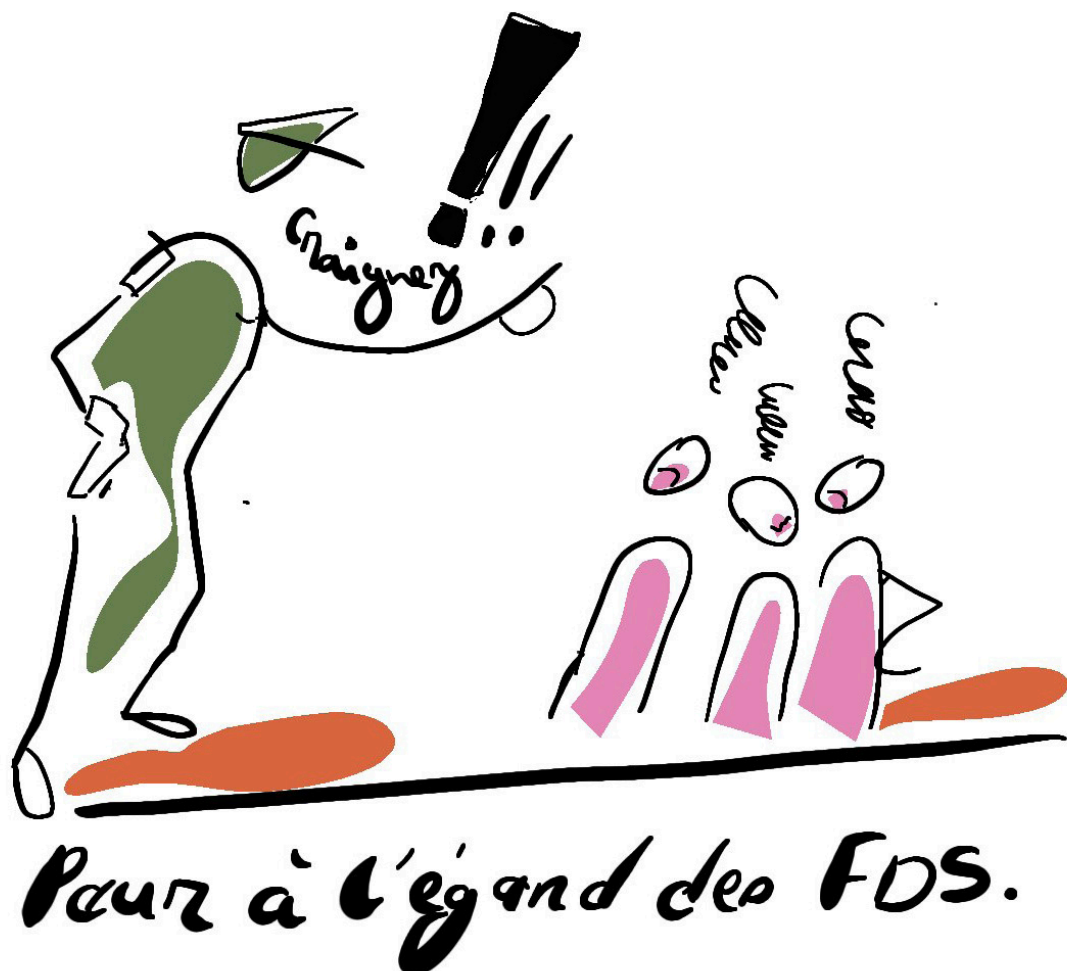
---

Dans cette optique, l'action des FDS est évaluée à l'aune de leur capacité à prévenir et à contenir les actes malveillants, notamment ceux liés aux groupes extrémistes violents. Les incidents les plus fréquemment associés aux groupes extrémistes violents concernent les **vols de bétail** et les **coupures de routes**, suivis des **braquages** et des enlèvements. Ces situations d'insécurité ont des effets concrets sur le quotidien des habitants. Elles entraînent des modifications des comportements et une **réduction de la mobilité** : en moyenne, 46 % des personnes interrogées déclarent avoir changé leurs habitudes de déplacement pour des raisons de sécurité, et deux répondants sur trois à Kalamon affirment **éviter de participer à des événements sociaux** par crainte d'incidents. C'est d'ailleurs principalement à Kalamon (score de 6.1), à Tougbo (score de 5.1) et à Téhini (score de 4.8) que ce type de comportements contraints dû à l'insécurité sont les plus observés (score moyen de 3.2).

## La manière de faire des FDS reste à améliorer et, des fois, fait peur

### MESSAGE CLÉ #3

Les critiques formulées à l'égard des FDS combinent à la fois une insatisfaction face à leur **efficacité opérationnelle** et un malaise psychologique lié à **la peur** ou à l'intimidation ressentie dans les interactions. Ensemble, ces perceptions nourrissent une défiance structurelle qui affaiblit la relation civilo-militaire et peut, dans certains contextes, renforcer la vulnérabilité des communautés aux discours et à l'influence des groupes extrémistes violents.



## 3.1 La critique « dysfonctionnelle » : Une demande pour plus d'impartialité et de rapidité

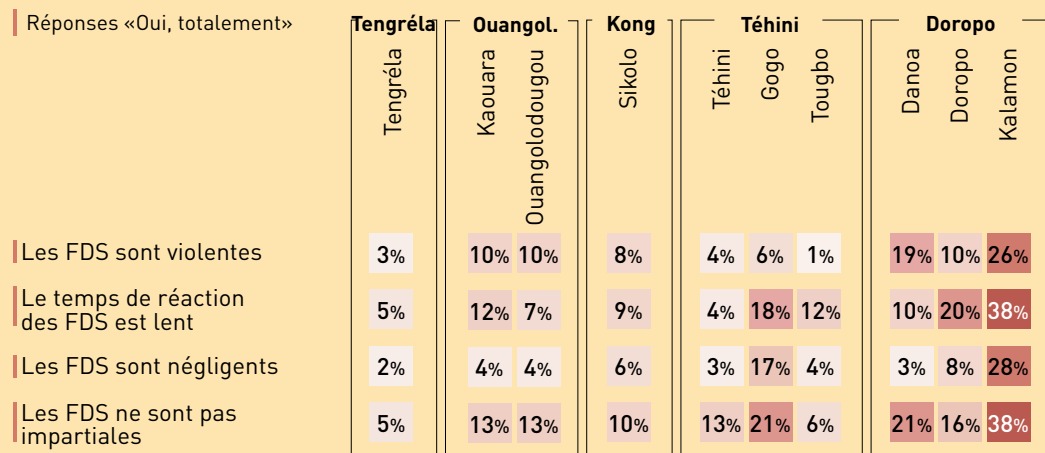
Au-delà du contexte sécuritaire, de nombreux citoyens expriment une critique opérationnelle du fonctionnement des FDS. Cette critique dite "dysfonctionnelle" porte sur l'**efficacité perçue** des interventions et sur la **qualité du service rendu**. Les principales préoccupations identifiées concernent le **manque d'impartialité** dans la gestion des incidents et le **temps de réaction** jugé trop long lors des situations d'urgence.

Ces observations renvoient à une **attente forte d'amélioration de la performance** institutionnelle des FDS, davantage qu'à une remise en cause de leur légitimité.

Elles traduisent une **demande de professionnalisation** et de **redevabilité accrue**, perçue comme indispensable pour rétablir la confiance. Le graphique suivant montre que cette critique technique **varie fortement en fonction des localités**.



DIAGRAMME 4



## 3.2 La critique « psychologique » : anxiété et distance émotionnelle

Un second registre de défiance, plus minoritaire mais significatif, relève de la dimension psychologique. Elle s'exprime par un **sentiment d'anxiété ou de peur à l'égard des FDS**, souvent lié à des **expériences d'interactions** perçues comme intimidantes ou imprévisibles.

Bien que cette perception concerne **une part plus réduite de la population**, elle a des **effets disproportionnés** : elle renforce la méfiance, alimente les stéréotypes négatifs et, surtout, rend les communautés plus réceptives aux narratifs des groupes extrémistes violents (GEV). Ainsi, plus la relation entre FDS et citoyens est marquée par la

peur, plus la légitimité des GEV comme "alternatives d'ordre" peut, être renforcée, dans certains contextes tels que Danoa, Gogo et Doropo.

Cette dimension psychologique constitue donc un **point de vigilance majeur** pour les politiques publiques de prévention et de cohésion.



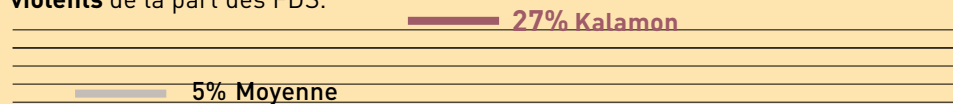
DIAGRAMME 5



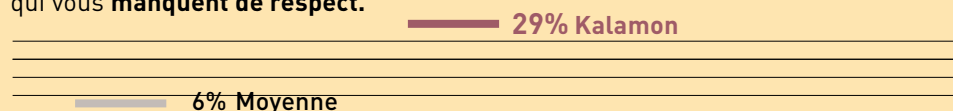
Vous vous sentez **anxieux** quand vous voyez les FDS dans la rue.



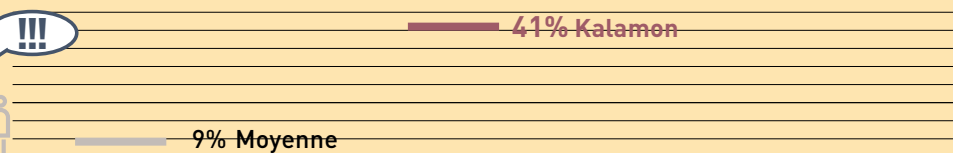
Vous avez déjà fait l'expérience de comportements **violents** de la part des FDS.



Vous avez déjà fait l'expérience de comportements de la part des FDS qui vous **manquent de respect**.



Vous avez entendu des **histoires de violences** de la part de l'armée ou de la police sur des personnes de votre communauté



Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat

DYNAMIQUE #4

## La crispation au point de contrôle

MESSAGE CLÉ #4

Les pratiques observées aux points de contrôle, notamment les **paiements informels** et l'absence de transparence, alimentent un profond **sentiment d'injustice** et d'impunité. Dans les zones transfrontalières, où les FDS représentent souvent le seul visage de l'État, ces expériences négatives fragilisent la confiance, détournent les citoyens de la coopération et ouvrent un espace d'influence aux acteurs non étatiques, y compris aux groupes extrémistes violents.

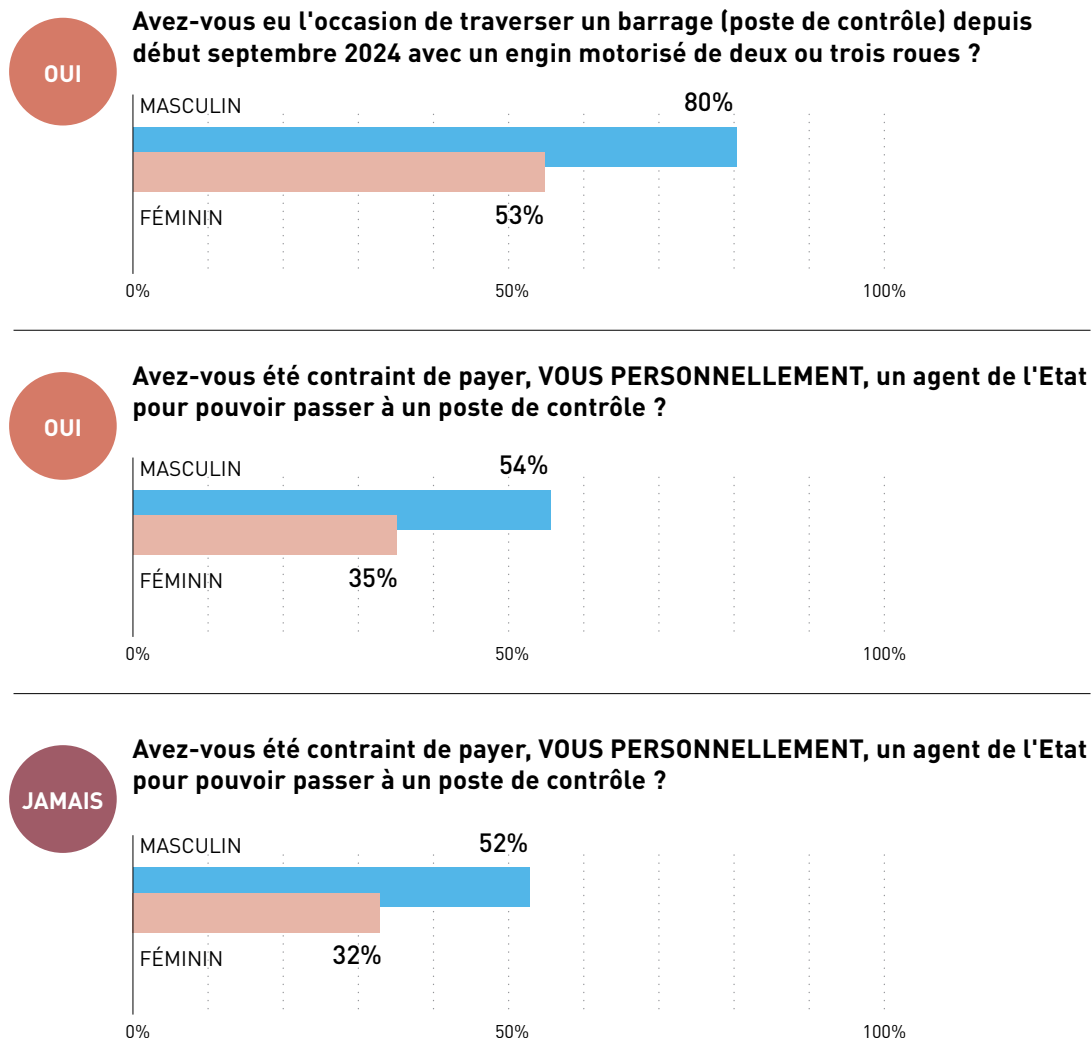
Les frustrations autour des points de contrôle constituent un facteur majeur de méfiance envers les FDS.

Deux tiers des habitants interrogés ont traversé un barrage routier entre septembre et décembre 2024, parmi eux, 66 % déclarent avoir dû payer personnellement un agent de l'État pour pouvoir passer. Les paiements sont probablement exigés lors du constat d'une infraction de la part du voyageur, comme par exemple, le manque de documentation pour la

moto. Malgré la légitimité du constat d'infraction la quasi-totalité d'entre eux (95%) affirment ne pas avoir reçu de reçu officiel. En conséquence, ces pratiques nourrissent un sentiment d'injustice et d'impunité et affaiblissent la légitimité des FDS. Elles sont particulièrement plus sujettes à problème dans les espaces transfrontaliers, où les contacts fréquents avec les forces de sécurité devraient au contraire être des occasions de renforcer la confiance et la coopération.



## DIAGRAMME 6: LES PROBLEMES DANS LES ESPACES TRANSFRONTALIERS



Lorsque la traversée d'une frontière nationale devient synonyme d'anxiété ou de coûts informels, les populations peuvent en venir à associer l'État à la contrainte plutôt qu'à

la protection. Dans ces contextes, la présence d'acteurs alternatifs, y compris les GEV, peut apparaître comme une voie de contournement ou une source d'ordre parallèle.

Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'État

DYNAMIQUE #5

## Un lien civilo-militaire façonné par des intermédiaires fiables et la qualité de l'État

MESSAGE CLÉ #5

Une présence accrue des FDS ne suffit pas à renforcer la confiance, pas plus qu'une amélioration de la sécurité ne garantit une coopération accrue. Ce sont la **qualité de la relation**, le **sentiment de justice et la performance** globale de l'État qui déterminent la solidité du lien civilo-militaire. Les **mécanismes communautaires de sécurisation** et la **disponibilité de services publics équitables** et efficaces constituent des leviers essentiels pour favoriser la coopération et consolider la légitimité des institutions sécuritaires.



## 5.1 Mécanismes intermédiaire favorise la collaboration avec les FDS

---

La **coopération entre civils et FDS demeure globalement modérée** dans les zones étudiées. En moyenne, **3 personnes sur 10 déclarent** coopérer directement avec les FDS. Toutefois, de nombreux efforts sécuritaires se déploient à l'échelle locale, à travers la mise en place de systèmes communautaires de sécurisation, tels que les **comités de veille, les cellules civilo-militaires ou les comités de sécurité locaux**. Près de trois répondants sur cinq affirment que de tels mécanismes existent dans leur localité.

Ces structures jouent un rôle crucial dans la facilitation du dialogue et la coopération avec les FDS. Les analyses statistiques montrent l'existence d'un lien entre développement de ce type de modalités locales de sécurisation et tendance des citoyens à coopérer avec les FDS. Autrement dit, **plus il existe de systèmes locaux communautaires de sécurité plus les citoyens ont tendance à vouloir coopérer avec leurs FDS**. La coopération ne s'établit donc pas toujours directement entre individus et forces de sécurité : elle transite souvent par des **intermédiaires communautaires, garants de proximité et de protection** des sources d'information.

- **Dispositifs sécuritaires communautaires :** La population met en place des patrouilles nocturnes communautaires, des comités de veille et des systèmes d'alerte locaux pour assurer sa propre sécurité de manière organisée.
- **Collaborations acteurs de la sécurité :** Les acteurs locaux collaborent avec la Cellule Civilo-Militaire, renforcent les barrages et patrouilles Dozos, et réclament plus d'agents des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Ils mettent également en place un système de renseignement et de coopération avec les FDS.
- **Vigilance :** La vigilance est assurée par un maillage d'informateurs jeunes, des groupes WhatsApp pour partager des alertes, et des échanges d'informations avec des proches dans les pays frontaliers. L'anonymat des dénonciateurs est préservé et les femmes sont intégrées aux systèmes d'alerte.
- **Contrôle prédications et flux :** Les communautés refusent les guides religieux étrangers et contrôlent les prédicateurs musulmans. Un registre des nouveaux arrivants est tenu par les chefferies et les autorités pour surveiller les flux de personnes déplacées.
- **Comportements économiques ajustés :** Les déplacements nocturnes et les longs voyages sont limités, et une sobriété est instaurée lors des cérémonies. Les activités agricoles sont rapprochées des villages et l'approvisionnement se fait dans des zones plus sûres.
- **Résignation :** Certaines communautés se sentent démunies et sans solution pratique face aux menaces. Elles tentent parfois des négociations ou des résolutions pacifiques avec les groupes armés.

5.2 Sans services efficaces de l'Etat, la collaboration avec les FDS peine

Être légitimes mais faire peur : les FDS sont attendues pour améliorer leur manière de faire mais dépendent aussi des autres services de l'Etat



Les données révèlent également qu'une coopération plus forte avec les FDS est observée dans les zones où les services publics fonctionnent mieux, notamment dans les domaines de **l'éducation, de la santé et de la justice**. Cela souligne que la coopération civilo-militaire, et plus largement la qualité du lien entre citoyens et institutions, s'inscrivent dans un **rapport global à l'État**. Là où les populations perçoivent de la corruption, un éloignement des services publics ou des inégalités territoriales marquées, la confiance envers les FDS s'érode. À l'inverse, lorsque l'État est perçu comme présent, accessible et équitable, la légitimité des FDS s'en trouve renforcée.

Les habitants de **Doropo et Kalamon** illustrent bien cette dynamique : leurs niveaux élevés d'insatisfaction vis-à-vis des services de santé,

de justice et administratifs nourrissent un **sentiment d'abandon** et affaiblissent la confiance envers les FDS, perçues comme une extension d'un État distant. À ces fragilités institutionnelles s'ajoutent des tensions intercommunautaires et des inégalités socio-économiques qui aggravent la méfiance. Dans certains contextes, **l'intervention des FDS dans des conflits locaux peut**, en l'absence d'une médiation neutre et inclusive, **accentuer la défiance**. Ainsi, **la relation entre civils et FDS ne peut être dissociée de la perception globale de la performance et de l'équité de l'État**. Lorsque les institutions sont perçues comme lointaines, inaccessibles ou injustes, c'est l'ensemble du contrat social qui se fragilise, exposant les communautés à un risque de désengagement citoyen où l'État cesse d'être perçu comme un protecteur pour devenir un acteur distant.

